



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA

44<sup>e</sup> LÉGISLATURE, 1<sup>re</sup> SESSION

---

# Comité permanent de la défense nationale

TÉMOIGNAGES

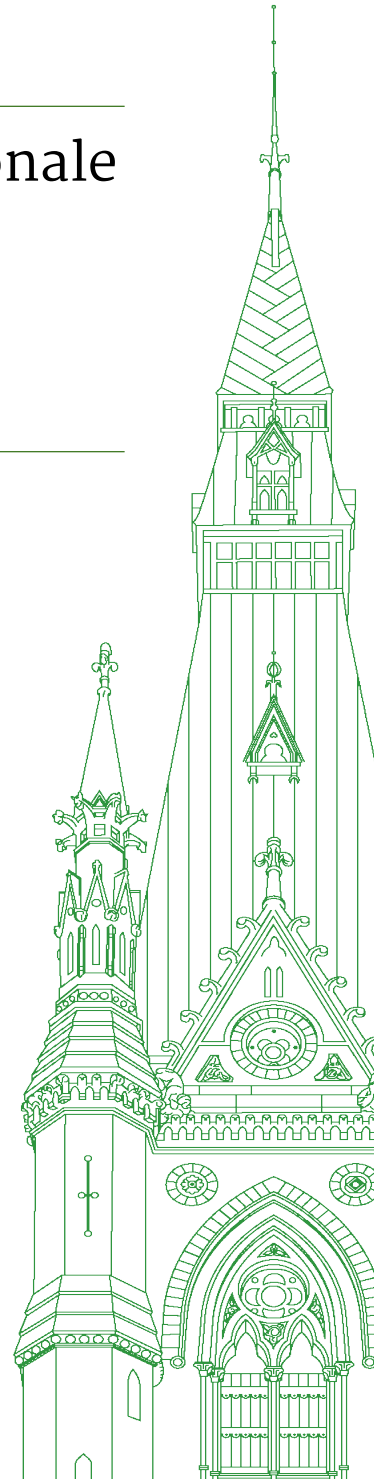
NUMÉRO 068

**PARTIE PUBLIQUE SEULEMENT - PUBLIC PART ONLY**

Le mardi 19 septembre 2023

---

Président : L'honorable John McKay





## Comité permanent de la défense nationale

Le mardi 19 septembre 2023

• (1530)

[Traduction]

**Le président (L'hon. John McKay (Scarborough—Guildwood, Lib.)):** La séance est ouverte.

Nous recevons aujourd'hui nos amis d'Affaires mondiales et du ministère de la Défense nationale, qui sont ici pour nous parler de la situation actuelle en Europe de l'Est. Nous avons hâte de vous entendre. Je comprends que l'un d'entre vous fera une déclaration préliminaire de cinq minutes; nous passerons ensuite aux questions des membres du Comité, pour le reste de l'heure et demie prévue pour la réunion. Par la suite, chers collègues, nous poursuivrons la séance à huis clos afin de discuter des travaux du Comité.

Sur ce, je vais demander au major-général Prévost de prendre la parole.

Nous vous souhaitons la bienvenue et sommes heureux de vous voir en personne. Allez-y.

**Major-général Paul Prévost (directeur de l'état-major, État-major interarmées stratégique, ministère de la Défense nationale):** Je suis également heureux de vous voir, monsieur le président.

Je vous remercie de nous recevoir de nouveau.

[Français]

Monsieur le président et membres du Comité, je suis le major-général Paul Prévost, et je vous ai rencontrés à plusieurs reprises. Je le répète, je suis le directeur général de l'État-major interarmées stratégique des Forces armées canadiennes. Je suis accompagné aujourd'hui de M. Ty Curran, directeur général adjoint, Politique de sécurité internationale, au ministère de la Défense nationale, ainsi que de mes collègues du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, Mmes Kati Csaba et Alison Grant.

Nous sommes honorés de comparaître devant vous aujourd'hui, afin de faire le point sur l'opération Unifier et la situation en Ukraine.

Les Forces armées canadiennes fournissent depuis longtemps un soutien militaire à l'Ukraine. À la suite de l'invasion de la Crimée par la Russie en 2014, le Canada a lancé l'opération Unifier en réponse aux demandes d'aide de l'Ukraine pour prévenir les agressions russes et pour demeurer libre, souveraine, sûre et stable.

Dans le cadre de divers cycles de l'opération Unifier, les Forces armées canadiennes ont fourni aux forces de sécurité de l'Ukraine une formation militaire spécialisée pour appuyer leur professionnalisation et pour les aider à s'aligner sur les normes et les principes de l'OTAN. Depuis le début de l'opération Unifier, les Forces ar-

mées canadiennes ont formé plus de 38 000 membres des forces de sécurité...

[Traduction]

**Le président:** Major-général Prévost, pourriez-vous parler un peu moins vite, pour aider les interprètes à bien vous suivre?

**Mgén Paul Prévost:** Oui, certainement, monsieur le président. Je parle plus vite en français. Excusez-moi.

[Français]

Depuis le début de l'opération Unifier, les Forces armées canadiennes ont formé plus de 38 000 membres des forces de sécurité de l'Ukraine, en Ukraine ou dans divers pays.

Depuis le début de l'invasion russe, le Canada a versé près de 2 milliards de dollars en aide militaire à l'Ukraine. La contribution du Canada comprend 39 véhicules blindés de soutien au combat, huit chars de combat Leopard 2, un véhicule blindé de récupération, un système de missiles sol-air, des obusiers M777, les munitions associées aux obusiers, 200 véhicules blindés, des vêtements et de l'équipement d'hiver, des armes légères, de l'équipement de déminage, des caméras à haute résolution pour drones et de l'imagerie satellitaire.

[Traduction]

Les Forces armées canadiennes ont également offert — et continuent d'offrir — aux Forces de sécurité de l'Ukraine une formation de recrues au camp Lydd, au Royaume-Uni, une formation de technicien médical de combat, une formation sur les blindés, une formation sur les sapeurs, une formation technique sur l'obusier M777 et une formation sur le développement du leadership. Plus de 4 600 membres des Forces de sécurité de l'Ukraine ont été formés grâce à ces initiatives depuis le printemps 2022.

Par l'entremise de notre force opérationnelle aérienne à Prestwick, au Royaume-Uni, l'Aviation royale canadienne a effectué plus de 450 missions aériennes pour transporter plus de 12 millions de livres de dons militaires de la part de nos alliés et partenaires; une contribution importante pour assurer un flux constant d'approvisionnements aux Forces de sécurité ukrainiennes.

De plus, à la demande du ministère de la Défense de l'Ukraine, les Forces armées canadiennes renforcent les capacités de cyberdéfense de l'Ukraine depuis le début de 2022. Ce soutien comprend notamment la prestation d'une expertise en cybersécurité 24 heures sur 24, sept jours sur sept et de renseignements sur les cybermenaces.

Toutes ces contributions et celles de nos alliés et partenaires sont coordonnées par le Groupe d'assistance à la sécurité de l'Ukraine — ou SAG-U — situé à Wiesbaden, en Allemagne. Le Canada joue un rôle important et essentiel à ce quartier général, en fournissant notamment une équipe canadienne menée par un général canadien, qui coordonne toute la formation des alliés.

Le soutien du Canada, de nos alliés et de nos partenaires internationaux est essentiel pour aider l'Ukraine dans cette campagne très difficile et intense. La contre-offensive ukrainienne continue de faire des progrès tactiques dans la région de Zaporijjia.

L'Ukraine a fait preuve d'une détermination impressionnante au cours des 572 derniers jours depuis le début de l'invasion en 2022. Il est indéniable que la Russie ressent les effets des opérations de combat soutenues. La Russie est susceptible de mener une autre mobilisation militaire partielle dans les trois à six prochains mois, avec l'intention d'amasser suffisamment de troupes pour lancer une nouvelle offensive en Ukraine. Cependant, il est très probable que les troupes nouvellement mobilisées seront mal équipées et mal entraînés.

Dans le cadre de ses efforts pour briser la résilience civile et militaire de l'Ukraine, la Russie continuera de cibler les installations de stockage de céréales et les infrastructures portuaires ukrainiennes avec des frappes de drones et de missiles pour empêcher l'exportation de produits agricoles ukrainiens. Au cours de l'hiver à venir, la Russie est également susceptible de reprendre sa campagne de frappes contre le réseau électrique ukrainien qui affecte grandement la population ukrainienne.

● (1535)

La Russie continuera également d'envisager de défier les alliés occidentaux dans leur engagement collectif envers l'Ukraine. C'est pourquoi l'Équipe de défense et le reste de nos alliés de l'OTAN doivent rester déterminés.

Je vais m'arrêter là. Je répondrai avec plaisir à vos questions sur le sujet.

[Français]

Je vous remercie.

[Traduction]

**Le président:** Merci beaucoup.

Monsieur Bezan, vous disposez de six minutes.

**M. James Bezan (Selkirk—Interlake—Eastman, PCC):** Je remercie les témoins d'être avec nous aujourd'hui.

Les conservateurs vous appuient entièrement dans vos efforts en Ukraine. Comme nous le savons tous, le gouvernement conservateur était responsable de l'opération Unifier et des premiers dons d'équipement militaire. J'en suis très fier. En tant qu'opposition officielle, le Parti conservateur appuie le gouvernement dans tous ses efforts pour aider l'Ukraine dans cette guerre brutale contre les envahisseurs russes. Nous continuerons de le faire. Nous avons même demandé au gouvernement d'en faire plus.

Nous demandons notamment au gouvernement de fournir plus de véhicules blindés à l'Ukraine. Lors d'une récente visite en Ukraine, les représentants du bureau du président et du ministère de la Défense nous ont dit, à M. Kelly et à moi, qu'ils aimaient beaucoup les chars Leopard. Ils aiment aussi beaucoup les véhicules Senator que nous avons fournis et souhaiteraient en avoir plus. Ils savent aussi

que les véhicules blindés légers et les M113 — les VBL chenillés —, qui sont largement utilisés en Ukraine, ont été donnés par d'autres pays.

Nous sommes en train de retirer des centaines de véhicules qui sont considérés à titre de surplus et qui sont usés. Je sais que la société Armatec, de London, a proposé au gouvernement du Canada de réparer ces véhicules pour les expédier en Ukraine. Elle peut en réparer huit par mois. Les Australiens et les Américains ont dit qu'ils nous aideraient si le Canada s'engageait dans le processus. Ils ont eux aussi des véhicules en surplus, qu'Armatec pourrait réparer, rééquiper et intégrer à la flotte.

Où en sommes-nous — le gouvernement du Canada et les Forces armées canadiennes — en ce qui a trait au don des véhicules hors service en surplus à la société Armatec et à l'Ukraine?

**Mgén Paul Prévost:** Monsieur Bezan, je vais laisser M. Curran, qui est l'expert du ministère de la Défense nationale en matière de dons, répondre à votre question.

**M. Ty Curran (directeur général adjoint de la sécurité internationale, ministère de la Défense nationale):** Monsieur le président, je suis heureux d'être ici aujourd'hui. Je m'appelle Ty Curran et je suis le directeur général adjoint de la politique de sécurité internationale.

Le processus de désignation des dons à l'Ukraine est assez simple. Il vise principalement à fournir à l'Ukraine l'équipement qu'elle nous demande, par l'entremise de diverses méthodes, notamment le Groupe de contact sur la défense de l'Ukraine, qui se réunit aujourd'hui à Ramstein, en Allemagne. Les demandes proviennent aussi directement de l'ambassadrice et des Ukrainiens qui communiquent avec nous.

Nous travaillons très fort pour répondre aux priorités en expédiant des véhicules blindés, des chars d'assaut et d'autres équipements mentionnés par le général. Nous avons une enveloppe de 500 millions de dollars pour l'exercice en vue d'aider l'Ukraine.

● (1540)

**M. James Bezan:** Est-ce que tous les fonds ont été affectés? Est-ce qu'il en reste pour d'autres dons?

**M. Ty Curran:** Une partie des fonds a été affectée. La fin de semaine dernière, le ministre a annoncé notre soutien à l'égard d'un partenariat en matière de défense aérienne. Une partie des fonds provient de cette enveloppe, mais il en reste encore et nous continuons de chercher des façons d'aider l'Ukraine.

**M. James Bezan:** Parmi les investissements que nous avons faits pour aider l'Ukraine, on compte l'achat du système de missile portatif de défense aérienne NASAMS des États-Unis. Est-ce qu'il a été livré?

**M. Ty Curran:** Non.

**M. James Bezan:** Quand les Ukrainiens le recevront-ils? Nous l'avons promis il y a des mois de cela.

**M. Ty Curran:** Nous travaillons avec les États-Unis à la production de l'équipement. Nous espérons qu'il sera prêt bientôt, mais il faut respecter un certain délai de production.

**M. James Bezan:** Est-ce que vous faites un suivi pour vous assurer que tout sera livré en temps réel, le plus possible?

**M. Ty Curran:** Absolument. Le défi a notamment trait à la disponibilité des systèmes de cette nature... à la disponibilité de ce type d'équipement à l'échelle mondiale. Nous travaillons très fort en ce sens, puisque la défense aérienne est la priorité des Ukrainiens.

**M. James Bezan:** Est-ce que les chars Leopard 2 que nous avons expédiés en Ukraine sont toujours en service ou est-ce que certains d'entre eux ont été détruits sur le champ de bataille?

**Mgén Paul Prévost:** Selon les rapports que nous avons reçus, un char d'assaut aurait été détruit. Toutefois, il semble que ce ne soit pas le cas. Nous enquêtons là-dessus. Il y a d'autres chars Leopard 2, en plus des nôtres. Nous nous penchons sur la question. Selon certains rapports reçus cette semaine, il ne s'agirait pas de l'un de nos huit chars d'assaut, donc nous...

**M. James Bezan:** Dans le cadre de l'opération Unifier, nous avons envoyé plusieurs soldats canadiens former les Ukrainiens sur l'utilisation des Leopard 2. Ce travail est terminé. Est-ce que les soldats sont rentrés à la maison ou est-ce qu'ils doivent s'acquitter d'autres tâches de cette opération ou de l'OTAN alors qu'ils sont stationnés en Europe?

**Mgén Paul Prévost:** Monsieur le président, la situation évolue. Dans le cadre de nos discussions récentes avec la Pologne, il n'y a eu aucune demande de formation sur le Leopard 2 par nos soldats. Il y a quelques semaines, on nous a demandé de préparer un autre cours. Nous avons 24 personnes en place qui offrent actuellement ce que nous croyons être la dernière formation sur le Leopard 2. Si on nous en demande plus, nous serons prêts à l'offrir.

**M. James Bezan:** Lors du voyage du Comité en Ukraine, nous avons vu nos soldats qui formaient les recrues ukrainiennes, ce qui porte à réfléchir. J'étais en Ukraine il y a plusieurs années, dans le cadre de l'opération Unifier. Les membres du Comité s'étaient rendus à Yavoriv, où les soldats canadiens entraînaient les Ukrainiens, avec les Américains et les Britanniques. Nous formions alors des soldats d'expérience. Aujourd'hui, nous formons des recrues sans expérience.

Je tiens à remercier tous les membres de nos forces qui travaillent à l'opération Unifier, en plus de ceux qui travaillent pour l'OTAN, notamment ceux qui servent dans la brigade de présence avancée renforcée de l'OTAN tout juste en dehors de Riga, à Adazi, en Lettonie. Merci pour votre service et merci de défendre l'Ukraine. Nous vous remercions de lutter contre l'agression russe, non pas seulement en Ukraine, mais aussi sur le flanc est de l'OTAN et dans l'Arctique.

**Le président:** Je n'ai pas entendu de réponse au sujet d'Armatec.

**M. Ty Curran:** Nous effectuons un suivi auprès de divers membres de l'industrie qui ont fait des recommandations au sujet de diverses propositions. Au bout du compte, ce sont les décideurs qui prennent les décisions, et nous tentons de les mettre en oeuvre. Le défi avec les dons qui proviennent de la réserve des Forces armées canadiennes, qui participent au processus également, c'est d'atteindre l'équilibre et de répondre aux besoins opérationnels des Forces, surtout dans le cadre d'opérations comme Reassurance, alors que nous déployons des forces en Lettonie.

**Le président:** Monsieur Fisher, vous disposez de six minutes.

**M. Darren Fisher (Dartmouth—Cole Harbour, Lib.):** Merci beaucoup, monsieur le président. Je suis heureux de revoir tous les membres du Comité. Il y avait quelques mois que nous ne nous étions pas vus.

Major-général, je vous remercie d'être avec nous. Merci de servir notre pays.

Vous n'avez eu que cinq minutes pour faire votre déclaration préliminaire. J'aurais aimé que vous puissiez avoir 20 ou 25 minutes afin de nous donner une bonne idée de ce qui se passe sur le terrain.

Vous avez dit que les Russes songeaient à se mobiliser de nouveau, alors que j'ai l'impression que c'est ce qu'ils faisaient hier à peine. Je me souviens avoir eu peur que cette mesure soit d'une grande importance, tout comme le début de la guerre, alors que nous pensions qu'elle pourrait se terminer très rapidement. Nous avons ensuite été témoins de la résilience des Ukrainiens.

Pourriez-vous nous décrire rapidement à quoi ressemblera la prochaine mobilisation de la Russie? Est-ce qu'on parle de 10 000 soldats? De 250 000? Est-ce que la dernière mobilisation a été considérée comme une réussite ou un échec? Lorsque nous nous sommes rencontrés il y a un an, cette guerre injuste faisait les manchettes tous les jours. C'était une priorité pour tous nos alliés et pour le Canada. Aujourd'hui, nous n'en entendons plus parler autant.

Pourriez-vous nous parler de la première mobilisation de la Russie? Je crois que le pays a imposé la conscription et d'autres mesures du genre. Est-ce que la mobilisation a été une réussite? À quoi pourrait ressembler la prochaine? Est-ce qu'il s'agit d'une mesure habituelle? Est-ce que la mobilisation et l'appel à d'autres soldats sont chose courante?

• (1545)

**Mgén Paul Prévost:** C'est une excellente question, en deux volets.

Est-ce que la première mobilisation a fonctionné? Nous croyons que non. Nous n'avons pas le compte final de... Il y a beaucoup de propagande sur les réussites auxquelles la Russie veut nous faire croire. Une chose est sûre: l'Ukraine a réussi à retenir la Russie. Comme vous l'avez fait valoir, la détermination et la résilience de l'Ukraine sont incroyables.

Au moment de la première frappe, nous pensions que la Russie avait des chances de gagner. L'Ukraine a très bien su retenir l'offensive initiale et tenir le terrain tout au long de la mobilisation. La Russie n'a pas réussi à faire beaucoup plus. Les Russes ont maintenu la ligne, mais ils n'ont pas réussi à gagner du terrain de manière importante. Ils sont à Bakhmout depuis longtemps et n'y ont pas fait beaucoup de gains. C'est ma réponse à la première partie de votre question, au sujet de la mobilisation initiale.

Au sujet de la remobilisation, nous n'avons pas de statistiques. Je ne crois pas que la Russie publie des chiffres à ce sujet, parce que la première mobilisation n'a pas très bien fonctionné. Nous n'avons pas de chiffres exacts. Nous pourrions tenter d'en trouver, mais je ne crois pas qu'ils soient publiés. Nous croyons toutefois que la situation sera semblable: des soldats mal équipés, mal entraînés et démoralisés, qui ne sont probablement pas efficaces.

Je crois que notre rôle à titre de pays occidental, c'est de continuer de fournir à l'Ukraine ce dont elle a besoin pour continuer à repousser la Russie le plus longtemps possible.

**M. Darren Fisher:** L'enthousiasme du Canada est indéfectible. Nous avons entendu certaines choses. Nous avons entendu dire, il y a six, huit ou dix mois que les États-Unis seraient un peu moins enthousiastes sur le plan politique, mais il semble que le président Biden maintienne le cap à cet égard.

Quel est le niveau d'enthousiasme général de la part de nos alliés qui appuient l'Ukraine?

**Mgén Paul Prévost:** Je peux commencer par répondre à la première partie de votre question. Mon collègue, M. Curran, a parlé du groupe de contact sur la défense de l'Ukraine à Ramstein et des ministres de la Défense de la coalition qui sont réunis pour discuter de la question. Le soutien existe toujours. Le Canada et les États-Unis continuent d'évaluer ce qu'ils peuvent envoyer en Ukraine. Les alliés dressent leur inventaire. Il faut trouver un équilibre entre ce que nous pouvons envoyer en Ukraine et ce que nous devons garder pour nous; ce n'est pas facile.

L'industrie peut nous aider. Comment pouvons-nous travailler avec elle et nous mobiliser pour assurer un approvisionnement à long terme et veiller à ce que l'Ukraine puisse continuer de tenir le terrain, et puisse aussi reprendre une partie du territoire?

Monsieur Curran ou madame Grant, voulez-vous ajouter quelque chose?

**Mme Alison Grant (directrice générale, politique de sécurité internationale, ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement):** Je m'appelle Alison Grant. Je suis la directrice générale de la politique de sécurité internationale d'Affaires mondiale qui a été rédigée pour le sommet de l'OTAN à Vilnius, qui s'est tenu en juillet.

Il y a eu un vaste appui afin de veiller à ce que certaines parties du communiqué soient favorables à l'Ukraine. Nous avons aussi approuvé divers types de soutien à l'égard de l'Ukraine dans le cadre du sommet: un soutien institutionnel; un soutien pratique visant notamment à lancer un programme d'aide exhaustif pour l'Ukraine se centrant sur l'aide non létale de la part de tous les alliés qui mettront leurs efforts en commun pour l'Ukraine; et un soutien politique avec la mise sur pied du nouveau Conseil OTAN-Ukraine. Tout cela s'est passé il y a environ un mois et demi. On a manifesté un appui important à l'égard de l'Ukraine, et les membres ont aussi beaucoup discuté.

• (1550)

[Français]

**Le président:** Madame Normandin, vous disposez de six minutes.

**Mme Christine Normandin (Saint-Jean, BQ):** Merci beaucoup.

C'est toujours un plaisir de vous recevoir, chers témoins. Je vous remercie de votre disponibilité. Nous vous en sommes très reconnaissants.

J'aimerais poursuivre la série de questions sur ce que nous pouvons fournir à l'Ukraine. Évidemment, nous devons conserver ici certaines choses, parce que nous avons des obligations, mais nous devons aussi produire du matériel pour l'envoyer à l'Ukraine. Je pense notamment aux munitions, qui constituent un problème.

Récemment, un article de journal parlait des problèmes d'approvisionnement en matière de munitions. Visiblement, on tentait de blâmer l'industrie. Toutefois, plusieurs notaient le fait que le Canada n'avait pas fourni de contrats solides à l'industrie pour assurer une production. Entre autres, Christyn Cianfarani, que nous avons déjà reçue au Comité, disait qu'on ne pouvait pas prendre un communiqué de presse ou un gazouillis et apporter cela à la banque pour obtenir du financement. Il faut des contrats à long terme et des garanties à l'industrie afin qu'elle puisse investir dans la production

de matériel. Or, présentement, il n'y en a pas. C'est ce qu'on comprend. La guerre perdure depuis un an et demi et il n'y a pas de contrat signé avec l'industrie. Cela permettrait aussi d'améliorer le sort des communautés dans lesquelles ces industries se trouvent. Je pense, entre autres, à celles qu'il y a au Québec.

J'aimerais savoir si l'absence de contrat solide entre le gouvernement et l'industrie en vue de fournir du matériel militaire à l'Ukraine à long terme, notamment des munitions est un problème.

[Traduction]

**M. Ty Curran:** Dans les faits, beaucoup de munitions et d'équipement ont été envoyés en Ukraine, et ils doivent être remplacés; d'autres doivent aussi s'y ajouter. L'industrie doit passer à l'échelle supérieure pour répondre à la demande. De façon parallèle, nous savons qu'il y a des pénuries de munitions et d'équipement à l'échelle internationale.

Il est juste de dire que l'industrie cherche à savoir ce qui sera requis à long terme. Au cours de la dernière année, le défi a notamment consisté à répondre rapidement aux besoins de l'Ukraine, à trouver le nécessaire dans les rayons afin de répondre à la demande le plus rapidement possible.

Alors que le conflit perdure, nous devons nous positionner de manière à répondre à la demande à long terme. Nous espérons que le conflit prendra fin bientôt, mais je crois que l'industrie a un rôle important à jouer non seulement en ce qui a trait au conflit actuel, mais aussi à la façon dont nous allons nous réapprovisionner par la suite. Il faut améliorer le processus au fil du temps.

[Français]

**Mgén Paul Prévost:** J'aimerais ajouter quelques éléments.

Il s'agit d'une discussion continue. Il y a eu beaucoup de discussions entre le ministère de la Défense nationale et l'industrie, incluant l'industrie des munitions du Québec, dont vous avez parlé, pour ne pas la nommer. Il y a beaucoup de discussions. Tous les pays de l'OTAN qui sont impliqués dans le conflit ont les mêmes discussions avec leurs industries. C'est un défi. Notre sous-ministre adjoint au matériel a participé à une discussion tenue à l'OTAN au cours des dernières semaines, afin d'essayer de trouver des solutions.

Il existe certainement un marché. Les Américains ont envoyé plus de 1 million de projectiles d'artillerie de 155 mm pour les obusiers M777. Ce marché existe. L'industrie cherche peut-être des garanties, mais elle devrait voir qu'un marché existe. Ce n'est pas la demande canadienne qui va changer la façon dont cette industrie doit se transformer en vue de l'avenir. Nous en discutons, mais c'est très problématique pour tous les alliés. Je ne veux pas lancer de pierre, mais un marché existe en ce moment. La guerre n'est pas un marché que nous voulons promouvoir, mais je pense que, des deux côtés, quelques risques doivent être pris.

Merci.

**Mme Christine Normandin:** Merci.

Ma question porte sur le même sujet.

Nous avons entendu l'ancienne ministre de la Défense nationale, qui est maintenant présidente du Conseil du Trésor, dire qu'il y aura des réductions budgétaires de 15 milliards de dollars à faire dans plusieurs ministères.

Le fait qu'il y aura des réductions budgétaires est-il un message problématique sur le plan de la défense, notamment pour ce qui est de l'approvisionnement à l'Ukraine? Comment est-ce perçu de votre côté?

[Traduction]

**M. Ty Curran:** La défense représente une partie importante du budget fédéral. Il faut en tenir compte dans toutes les tentatives de réaffecter le budget. La défense est associée à une certaine responsabilité dans ce domaine, mais je ne crois pas que cela réduise l'importance que nous accordons à l'Ukraine et au besoin de répondre à ses demandes.

[Français]

**Mme Christine Normandin:** Ma prochaine question porte sur un aspect qui touche un peu plus Affaires mondiales Canada. On sait que plusieurs pays ont imposé un embargo sur les produits de l'agriculture de l'Ukraine, et on croit comprendre que l'Ukraine voudrait peut-être traîner la Pologne ou d'autres pays, que je ne nommerai pas pour ne pas me tromper, devant l'Organisation mondiale du commerce.

Selon vous, cela peut-il donner une impression d'affaiblissement de l'unité entre les alliés?

• (1555)

[Traduction]

**Mme Kati Csaba (directrice exécutive, direction générale de l'Ukraine, ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement):** Monsieur le président, en réponse à cette question, je trouve assez surprenant de voir que plusieurs États membres ont choisi d'imposer un embargo sur les céréales ukrainiennes. Ce sont des difficultés commerciales entre les États en question et l'Ukraine. Nous savons que l'Union européenne met tout en œuvre pour négocier afin d'aplanir cet obstacle. Nous savons aussi que les pays concernés appuient et continueront d'appuyer vigoureusement l'Ukraine de plusieurs autres manières. En fait, ces problèmes sont purement commerciaux.

Merci.

**Le président:** Merci, madame Normandin.

Madame Mathyssen, vous avez six minutes.

**Mme Lindsay Mathyssen (London—Fanshawe, NPD):** Merci beaucoup de venir témoigner en personne aujourd'hui. C'est formidable.

Major-général Prévost, vous avez discuté des besoins prioritaires de l'Ukraine en défense aérienne et des partenariats. Le Canada s'est principalement engagé, entre autres, à fournir une aide financière et de l'entraînement. Évidemment, le Canada n'a pas les F-16 que l'Ukraine demande, mais il compte bon nombre d'écoles internationales, dont une école formidable qui voudrait prêter main-forte en contribuant à l'entraînement de pilotes ukrainiens sur la plateforme F-16.

Pourriez-vous parler de ces aspects et de l'allocation des fonds à l'entraînement, en particulier l'entraînement lié à la défense aérienne?

**Mgén Paul Prévost:** Même si je porte l'uniforme, c'est M. Curran le spécialiste dans ce domaine.

**Mme Lindsay Mathyssen:** Très bien.

**M. Ty Curran:** Les F-16 sont une grande priorité pour le gouvernement ukrainien. Nous sommes très heureux d'avoir pu nous joindre à la coalition internationale. Nous travaillons très étroitement avec les Pays-Bas et le Danemark, qui dirigent cette initiative, pour essayer de déterminer comment nous pouvons contribuer aux différentes phases de l'entraînement. Il faut par exemple fournir une formation linguistique qui permettra aux pilotes ukrainiens de comprendre le fonctionnement des engins. Ils doivent apprendre comment piloter un avion de chasse au sens large et suivre un entraînement sur les F-16 en particulier. Nous, à Défense nationale et dans les Forces armées canadiennes, comme vous l'avez mentionné, nous n'avons pas de F-16, mais nous pouvons contribuer à d'autres aspects de l'entraînement.

C'est un dossier difficile, car les F-16 sont des engins très complexes. Nous travaillons étroitement avec les partenaires internationaux pour essayer de voir quelle forme pourrait prendre notre contribution. C'est un des domaines auquel nous consacrons une aide financière.

**Mme Lindsay Mathyssen:** Autrement dit, des fonds destinés à l'entraînement, auquel pourrait participer une école comme celle qui se trouve dans ma circonscription, pourraient encore être affectés. Ce type de soutien à l'Ukraine pourrait-il s'inscrire dans l'engagement pris par le gouvernement?

**M. Ty Curran:** Oui. Cela dépend en partie de... Comme je l'ai dit, nous travaillons avec les partenaires internationaux dans ce dossier. Nous essayons de répondre aux demandes de l'Ukraine au moyen des capacités spécifiques au Canada. Dans ce cas-ci, nous cherchons des domaines où les alliés n'ont peut-être pas encore fait de dons ou d'offres aux Ukrainiens.

Nous examinons encore toutes les options.

**Mme Lindsay Mathyssen:** D'accord.

Comme nous le savons, le premier ministre a annoncé un don de 59 millions de dollars en munitions issues d'entreprises canadiennes. Pouvez-vous confirmer que ces équipements ont bien été produits au Canada? La provenance de ces munitions a été mise en doute dans des articles parus dans les médias.

**M. Ty Curran:** À propos des 59 millions de dollars, voulez-vous parler du contrat avec Colt Canada?

**Mme Lindsay Mathyssen:** Oui.

**M. Ty Curran:** Nous avons acheté de nombreuses armes, des armes de petit calibre et des munitions chez Colt Canada et, je crois, chez Prairie Gun Works. Dans le cas de Prairie Gun Works, je suis pratiquement certain que les équipements ont été fabriqués au Canada, mais je ne pourrais pas vous répondre sur-le-champ dans le cas de Colt Canada. Je peux vous fournir une réponse plus tard.

**Mme Lindsay Mathyssen:** Ce serait fantastique, car on a laissé entendre que le ministère de la Défense nationale ne voulait pas rendre cette information publique, alors que ce serait vraiment utile étant donné que bon nombre de nos partenaires de l'industrie, comme l'a mentionné Mme Normandin, veulent savoir s'ils peuvent passer ces marchés.

À votre connaissance, pouvez-vous nous assurer aujourd'hui que toutes les informations seront rendues publiques et que rien ne sera caché en vertu d'énoncés de non-divulgaration?

• (1600)

**M. Ty Curran:** Je dirais tout d'abord que si un accord contractuel a été signé, nous devons le respecter, mais je serais heureux de vous revenir avec une réponse plus tard. Nous entretenons une relation très solide avec Colt Canada. Par contre, je ne sais pas où se fait l'ensemble de leur production. Je ne voudrais pas vous induire en erreur en répondant à brûle-pourpoint.

**Mme Lindsay Mathysen:** Je vous remercie.

**Le président:** Vous avez une minute.

**Mme Lindsay Mathysen:** D'accord.

Je pense que ce ne sera pas suffisant. Je vais donc céder mon temps et vous revenir plus tard.

**Le président:** Vous vous attendez à ce que je sois clément à votre égard.

**Mme Lindsay Mathysen:** Oui. Toujours.

**Le président:** Oui. Parfois, vos attentes sont déçues.

Monsieur Kelly, vous avez cinq minutes.

**M. Pat Kelly (Calgary Rocky Ridge, PCC):** Merci.

Je commencerais par reprendre les propos de M. Bezan en disant que les députés de l'opposition appuient sans réserve les mesures de soutien du gouvernement à l'Ukraine et pour rappeler à tous ceux qui l'auraient oublié que le gouvernement qui était au pouvoir en 2014 a lancé l'Opération Unifier. Nous restons solidaires de l'Ukraine et nous demandons au gouvernement de faire plus et mieux pour soutenir ce pays.

Je vous demanderais de répondre brièvement à une question qui m'est venue en écoutant votre déclaration, major-général Prévost. Quels équipements de déminage envoyons-nous ou avons-nous déjà envoyés? Vous en avez parlé dans votre déclaration préliminaire.

**Mgén Paul Prévost:** Monsieur le président, une partie des équipements des Forces armées canadiennes que nous avons expédiés sont des équipements tactiques utilisés par les soldats pour le déminage dans le cadre de leurs opérations, et non pas des équipements permettant de déminer un pays dans son ensemble dans le cadre d'opérations de résolution de conflit, qui sont normalement du ressort d'Affaires mondiales. Nous envoyons des détecteurs de métal et des équipements tactiques pour permettre aux forces de sécurité ukrainiennes de déminer dans le cadre de leurs opérations.

**M. Pat Kelly:** Très bien.

Le Comité a entendu des exposés sur la profondeur que doivent atteindre les équipements de défense contre les mines. Certains champs de mines peuvent se trouver à 18 kilomètres de profondeur. Il est impossible de les neutraliser à l'aide de détecteurs portatifs. Il faut pour ce faire de l'artillerie appropriée et la capacité de résister à la réponse ciblée et immédiate provoquée par le déclenchement d'une mine lors du déminage.

Pour revenir aux obus, la production de cet équipement au Canada a-t-elle augmenté cette année par rapport à l'an dernier?

**Mgén Paul Prévost:** Monsieur le président, je pourrais répondre à la question, mais seulement après avoir vérifié auprès de l'entreprise. C'est notre sous-ministre adjoint au matériel qui assure la liaison. L'entreprise a-t-elle augmenté sa production? Va-t-elle l'augmenter? Nous vous reviendrons là-dessus plus tard.

**M. Pat Kelly:** De quelle entreprise parlez-vous?

**Mgén Paul Prévost:** Je parle de General Dynamics Ordnance and Tactical Systems Canada, ou GD-OTS.

**M. Pat Kelly:** La production en question se fait-elle dans les installations situées au nord de Montréal?

**Mgén Paul Prévost:** Oui.

**M. Pat Kelly:** Les opérations n'ont toujours pas repris...

**Mgén Paul Prévost:** Je ne suis pas en mesure de répondre à cette question, mais nous pourrions vous revenir plus tard avec une réponse.

**M. Pat Kelly:** D'accord.

La production canadienne est admise dans ce secteur depuis un an, si je ne m'abuse. Ressent-on l'urgence de faire reprendre les opérations dans cette usine?

**Mgén Paul Prévost:** Oui. C'est le point que je soulevais tout à l'heure. Nous devons négocier avec l'industrie. Or, la demande canadienne ne sera pas suffisante à elle seule pour satisfaire cette industrie. Il faut que cette dernière comprenne qu'il y a un marché mondial dans ce secteur au Canada. Nous travaillons avec l'industrie en ce moment.

**M. Pat Kelly:** Très bien. Cela dit, pour accéder aux marchés mondiaux, les entreprises en question ont besoin d'une certification des exportations délivrée par Affaires mondiales. Pourront-elles l'obtenir immédiatement? Quelles mesures Affaires mondiales a-t-elle prises pour leur garantir qu'elles pourront exporter les surplus des Forces armées canadiennes?

**Mme Alison Grant:** Merci, monsieur le président, pour la question.

Je ne m'occupe pas du contrôle des exportations, mais mon équipe participe au processus à Affaires mondiales. Nous avons mis sur pied un processus spécial accéléré d'autorisation des exportations militaires en Ukraine. Nous travaillons de concert avec le ministère de la Défense nationale dans ce dossier. Je sais qu'il existe une procédure spéciale, mais je ne connais malheureusement pas tous les détails. Je ne suis pas responsable de ce processus. Je pourrai vous revenir là-dessus.

• (1605)

**M. Pat Kelly:** Je vous serais reconnaissant de transmettre ces informations au Comité.

Nous avons entendu maintes et maintes fois — dans les bases militaires où le Comité s'est rendu cet été, et lorsque M. Bezan et moi sommes allés en Ukraine — que les obus de 155 millimètres sont le nec plus ultra des équipements militaires pour les forces alliées qui utilisent des armes de ce calibre. La fabrication de ces obus est essentielle pour l'ensemble de la défense. Nous avons souvent entendu dire que la capacité d'artillerie est ce qui manque aux forces pour nettoyer les champs de mines et avancer vers les positions russes, qui sont extrêmement bien défendues en ce moment.

Je vous laisse les 20 dernières secondes si vous avez une réponse.

**Mgén Paul Prévost:** C'est parfait.

Monsieur le président, nous transmettrons au Comité une mise à jour qui fera état des discussions entre notre ministère, les alliés qui prennent part à la conversation et l'entreprise concernée.

**Le président:** Merci, monsieur Kelly.



Nous accumulons énormément de promesses de réponses. Il faudra nous organiser en conséquence.

Madame Lambropoulos, vous avez cinq minutes. La parole est à vous.

**Mme Emmanuella Lambropoulos (Saint-Laurent, Lib.):** Merci, monsieur le président.

Je pense qu'il vous manque encore un peu de pratique pour bien prononcer mon nom de famille. La pause a été trop longue.

**Le président:** Je sais. Je viens de me rendre compte que j'ai trébuché sur votre nom. À ma défense, cela fait trois mois que je ne l'ai pas prononcé.

**Mme Emmanuella Lambropoulos:** Merci à tous les témoins de venir répondre à nos questions.

Je vais d'abord nous ramener quelques mois en arrière. Lors des dernières réunions avant l'ajournement, nous avons beaucoup discuté de l'offensive ukrainienne, qui allait avoir lieu au printemps et à l'été. Pourriez-vous nous dire quels gains a faits l'Ukraine à la suite de cette offensive? Pourriez-vous présenter un sommaire de ces avancées avant que je ne passe à la prochaine question?

**Mgén Paul Prévost:** Monsieur le président, merci de la question.

Nous avons discuté de la manière dont cette contre-offensive allait se dérouler. Les opérations se sont amorcées cet été. Les gains réalisés sont essentiellement de nature tactique. Le bilan à cet effet n'a pas beaucoup changé. C'est conforme à la nature de ce conflit, qui repose en majeure partie sur les tactiques classiques des lignes de tranchées et des tirs d'artillerie échangés entre les deux camps.

La Russie a réalisé quelques avancées dans le sud de l'Ukraine, qu'elle défend féroce. Les Ukrainiens effectuent des mouvements tactiques, mais sans faire de percées. Ces efforts doivent se poursuivre.

**Mme Emmanuella Lambropoulos:** Nous avons entendu dire à maintes reprises que la capacité potentielle de la Russie à maintenir la production d'armes était immense en raison de ses ressources, de son vaste territoire et de sa population. Cette capacité dépasse largement celle de l'Ukraine, qui compte beaucoup sur l'aide militaire de l'Occident pour contre-attaquer. Aujourd'hui, vous nous avez beaucoup parlé des armes que nous avons envoyées et des équipements dont l'Ukraine a besoin.

J'aimerais que vous nous en disiez plus sur la façon dont nous travaillons avec nos alliés et sur ce que les alliés peuvent faire pour mieux soutenir l'Ukraine sur le long terme en présumant que la Russie pourrait conduire plus d'une offensive. Puisque la guerre se poursuivra vraisemblablement encore longtemps, quelles stratégies ont été mises en place et quelles discussions ont lieu avec les alliés de l'OTAN? Quel est le rôle du Canada dans tout cela?

**Mgén Paul Prévost:** Je vais commencer, monsieur le président, et je vais peut-être céder la parole à M. Curran ou à mes collègues, qui étofferont ma réponse s'il y a lieu.

Il est important de noter, si vous ne l'avez pas remarqué, que la nature des dons a changé au fil du temps en raison de la nature du conflit. Au début, nous parlions beaucoup de l'artillerie et des cartouches d'artillerie vu la nature du conflit à ce moment-là. Comme il n'y a pas de changement, les besoins resteront les mêmes tant qu'il n'y aura pas de percées du côté ukrainien.

La nature du conflit a changé lorsque la Russie a déclenché les attaques aériennes. Des frappes aveugles ont été conduites contre la population et contre certaines zones pour ne nommer que quelques cibles. La défense aérienne est devenue importante à ce moment-là. Par la suite, des discussions sur les chars d'assaut ont débuté, car la coalition a voulu constituer des brigades d'Ukrainiens capables de mener la contre-offensive.

Cette stratégie est sans cesse actualisée, principalement à Wiesbaden, mais en consultation... Nous n'avons fait que contribuer au plan dressé par l'Ukraine. Comme la situation évoluera, il est difficile pour nous de fournir à l'industrie des garanties à long terme sur ce que seront les prochaines étapes.

Ce qui vient également compliquer les choses, c'est que les équipements dont ils auront besoin à l'avenir comporteront en grande partie de la haute technologie. Les systèmes de défense aérienne, par exemple, se composent d'éléments de pointe dont la fabrication est complexe et qui exigent une planification à long terme. Ces éléments ne peuvent être livrés rapidement. Voilà pourquoi nous tenons des réunions hebdomadaires et mensuelles qui nous permettent de discuter de stratégies à long terme et de voir comment faire avec l'industrie pour égaler, voire surpasser ce que la Russie peut produire.

Je pense que l'Occident détient un avantage technique par rapport à la Russie, ce qui nous permettra de gagner le combat.

Je cède la parole à M. Curran.

● (1610)

**M. Ty Curran:** Monsieur le président, j'ajouterai que nous portons une attention particulière à la coordination. J'ai déjà mentionné le fait que le ministre de la Défense a participé à une réunion du Groupe de contact sur la défense de l'Ukraine à Ramstein, en Allemagne, aujourd'hui. Ce groupe rassemble les membres de l'OTAN et d'autres partenaires aux vues similaires. Ensemble, nous tentons de trouver la façon de soutenir les priorités de l'Ukraine. Diverses coalitions se sont formées. Nous avons effleuré le sujet de la coalition F-16 plus tôt, mais nous avons également rejoint une coalition sur la défense aérienne récemment et une autre sur les chars, entre autres.

Nous travaillons en permanence avec nos partenaires pour déterminer comment utiliser au mieux les ressources à notre disposition pour répondre aux demandes de l'Ukraine. Notre enthousiasme ne faiblit pas. C'est quelque chose qui nous préoccupe, puisque la situation pourrait devenir compliquée s'il venait à faiblir, mais j'estime qu'il demeure élevé. Nous continuons à soutenir l'Ukraine.

**Le président:** Merci.

**Mme Alison Grant:** Si je n'ai qu'une minute pour répondre, monsieur le président, j'insisterais sur l'aspect politique de la situation. Nous avons consacré beaucoup d'énergie à la façon de démontrer notre engagement politique à soutenir l'Ukraine à long terme.

Lors du sommet de l'OTAN à Vilnius en juillet dernier, les leaders du G7 ont signé une déclaration commune de soutien à l'Ukraine. Plus de 20 pays ont signé cette déclaration à ce jour. Le Canada a non seulement joué un rôle central dans la rédaction de la déclaration, mais aussi pour obtenir le soutien des partenaires. Au cœur de cette déclaration se trouve l'engagement de fournir des garanties et des engagements de sécurité pluriannuels et à long terme à l'Ukraine, principalement dans le domaine militaire et de la sécurité, mais aussi pour la reconstruction et la relance en cas d'agression russe continue et, à l'avenir, en cas de tentatives répétées d'agression de la part de la Russie.

L'objectif consiste à veiller à ce que les alliés et les partenaires puissent rassurer l'Ukraine à long terme. Nous répondrons présents aussi longtemps que nécessaire. Nous envoyons également un message à Poutine, à savoir que les pays de l'Occident soutiendront l'Ukraine de façon coordonnée et à long terme. Voilà ce à quoi il fera face.

**Le président:** Vous disposez de deux minutes et demie, madame Normandin.

[Français]

**Mme Christine Normandin:** Merci beaucoup, monsieur le président.

J'aimerais aborder la question des drones. On sait que le Canada fournit des logiciels, comme des systèmes de caméra, entre autres. Cependant, on a constaté récemment qu'il y avait peut-être des problèmes. On peut penser à Elon Musk, qui a empêché des attaques de drone par Starlink. On sait aussi que la Chine a conçu une technologie qui serait capable d'empêcher les drones ukrainiens de fonctionner. Pouvez-vous faire un commentaire là-dessus?

La technologie des drones, qui a été très utile pendant la guerre, risque de devenir inutile à l'avenir, compte tenu des faiblesses démentées dans ce contexte. Surveille-t-on cela, présentement?

**Mgén Paul Prévost:** Je vous remercie de votre question.

Oui, nous suivons évidemment ces dossiers. Je ne parle pas seulement du Canada, mais de toute la coalition. Ce sont des choses dont nous discutons, non seulement du côté des agences de renseignement, mais aussi du côté des planificateurs. Cela fait un peu partie de la nature de la guerre, qui commence d'une manière et qui évolue.

Les Ukrainiens ont fait la même chose. Ils s'adaptent aux technologies que chaque pays leur envoie. Ils adaptent leurs tactiques et leurs opérations en fonction des nouvelles technologies pour lesquelles ils n'avaient même pas reçu de formation avant le début du conflit.

Alors, nous constatons cela des deux côtés. Nous suivons les dossiers dont vous avez parlé et nous étudions comment nous allons pouvoir contrer cela et aller au-devant de ces changements.

**Mme Christine Normandin:** Merci.

Vous ne pourrez probablement pas répondre à ma prochaine question maintenant, mais je vais vous la poser et, s'il ne reste pas assez de temps, vous pourrez y répondre au deuxième tour.

On sait que six sous-ministres ont été limogés à la suite de l'arrivée du nouveau ministre de la Défense ukrainien. J'aimerais savoir si vous pouvez nous parler de cette situation. Quel message cela envoie-t-il? On sait aussi qu'il y a encore des problèmes de corruption

en Ukraine. À quoi ressemble l'analyse d'Affaires mondiales Canada à ce sujet?

Il ne reste que 30 secondes, alors je vous inviterai peut-être à poursuivre votre réponse au prochain tour.

[Traduction]

**Mme Kati Csaba:** Oui, monsieur le président, il est vrai qu'on a récemment invité six sous-ministres et le secrétaire d'État à la Défense à démissionner. Il s'agit apparemment d'une pratique courante lorsqu'un ministre démissionne de son poste. Cela ne veut pas dire que ces sous-ministres ont été impliqués dans des activités de corruption.

• (1615)

**Le président:** Merci, madame Normandin.

Vous disposez de trois minutes et demie, madame Mathysen.

**Mme Lindsay Mathysen:** Je dirai, pour poursuivre sur cette lancée, que le roulement du personnel s'avère par contre problématique.

Pouvez-vous nous parler des hauts fonctionnaires et des communications de notre côté? Comment gère-t-on cette situation? Devrait-on apporter d'autres changements pour maintenir les relations établies?

**Mme Kati Csaba:** Il est trop tôt pour le dire, monsieur le président. Je crois que nous devons compter sur notre ambassadrice et notre attaché de défense à l'ambassade du Canada à Kiev pour rebâtir les relations. Cela prendra un peu de temps.

**M. Ty Curran:** J'ajouterai que nous avons la chance d'entretenir une excellente relation avec le gouvernement ukrainien. Notre ancienne ministre et l'ancien ministre de la Défense en Ukraine s'entendaient très bien. Nous avons hâte de bâtir cette relation avec le ministre Blair et le nouveau ministre ukrainien.

La situation s'applique aussi à l'échelle bureaucratique. Nous sommes chanceux, puisque le Canada est vu comme un partenaire fiable à cet égard également. Les Ukrainiens se sont montrés très coopératifs avec nous de ce point de vue.

Vous avez raison. Il faut toujours rebâtir des relations lorsqu'advient de tels changements. Je crois que nous devons y travailler de concert avec nos collègues de l'ambassade à Kiev.

**Mme Lindsay Mathysen:** Les membres du BRICS actuels et leurs nouvelles recrues se sont réunis pendant notre voyage cet été. Ce fut un événement majeur. Ma question concerne davantage Affaires mondiales, mais pouvez-vous nous dire comment notre réaction a différé à cet égard? Cela change-t-il potentiellement la donne? La situation demeure-t-elle inchangée? Pourriez-vous nous parler des implications de cette réunion en matière de discussions à l'interne?

**Mme Kati Csaba:** L'arrivée de nouveaux pays au sein du BRICS aura des implications à long terme que nous suivrons de près. À ce stade, il est encore un peu tôt pour dire ce qu'elles pourraient être. Je pense qu'il est juste de dire que les pays du BRICS pourraient chercher à s'harmoniser pour représenter une force d'opposition face aux pays de l'Occident. Si c'est effectivement le cas, c'est une situation que nous devons surveiller de près et à laquelle nous devons répondre de manière adéquate.

**Mme Lindsay Mathysen:** Plus tôt cette année, le chef d'état-major de la Défense a fait une annonce importante concernant l'ordre de reconstitution et les répercussions. Ma collègue, Mme Normandin, a parlé de l'implication des réductions budgétaires en matière de limitation des capacités.

Pouvez-vous nous parler des pressions croissantes qui pèsent sur les Forces armées canadiennes en raison du manque d'effectifs actifs et de ce que nous faisons pour assurer un soutien continu à nos troupes? Qu'en est-il dans le contexte de nos interventions en Ukraine?

**Mgén Paul Prévost:** La reconstitution demeure prioritaire au sein des Forces armées canadiennes. Il s'agit de notre principale priorité, en plus de la culture. Nous devons regarnir nos rangs. Nous manquons de soldats. Le nombre de recrues n'a pas changé depuis notre dernière rencontre.

Cela dit, les soldats qui s'impliquent sur le terrain pour former des Ukrainiens sont fort motivés. Nous faisons un bon travail dans ces pays. Nous nous impliquons dans la formation. J'ai dit plus tôt que nous avons formé 4 600 soldats ukrainiens. Nos soldats ont remarqué sur le terrain — et vous l'avez constaté lors de votre voyage — qu'il y a de très jeunes soldats qui contribuent à la formation. Ils aiment former des soldats concentrés, car ils savent que ces derniers partent au combat. C'est très motivant, et nous espérons pouvoir continuer sur cet élan, puisque c'est un excellent outil de recrutement pour nous. Il en va de même pour la brigade que nous avons hâte de former en Lettonie.

Ce sont de bonnes nouvelles pour nous. Cela dit, le recrutement de soldats canadiens au sein des Forces armées canadiennes demeure un défi et nous continuons d'y travailler.

**Le président:** Merci.

Je crois pouvoir parler au nom de ceux qui étaient du voyage. Nous avons rencontré des personnes très motivées. Les caporaux faisaient le travail des sergents, les sergents celui des lieutenants et les lieutenants celui des majors. Ils étaient très enthousiastes à propos de leur travail. J'espère que cela vous aidera à recruter.

Madame Kramp-Neuman, vous avez la parole.

• (1620)

**Mme Shelby Kramp-Neuman (Hastings—Lennox and Addington, PCC):** Merci.

Je remercie les témoins d'être parmi nous.

Le brigadier-général à la retraite Gaston Côté a dit:

Des leçons extrêmement importantes ressortent de tout cela et de tout ce qui se passe en Ukraine. Or on ne tient pas compte de ces leçons dans certains des programmes de la politique de défense.

À votre avis, quelles leçons tirées de l'Ukraine devrions-nous mettre en œuvre dès maintenant? C'est une question que l'on se pose à 30 000 pieds d'altitude, mais pourriez-vous me donner un aperçu en 30 secondes environ?

**Mgén Paul Prévost:** Ce qui me vient à l'esprit, et nous en avons d'ailleurs parlé à quelques reprises aujourd'hui, c'est que l'on fait la guerre avec ce que l'on a. C'est l'une des leçons à retenir. L'Ukraine a dû demander l'aide d'alliés dès le départ, et nous avons immédiatement répondu à l'appel. Voilà une des leçons à retenir.

Nous cherchons également à tirer des leçons au niveau opérationnel. Je pense, entre autres, au fait que nous avons dispensé de la formation en Ukraine au fil des ans avant la deuxième invasion en

2022, ce qui nous a permis de mettre en place un mode de commandement, de contrôle et de formation plus occidental que soviétique, et cela semble avoir joué en faveur de l'Ukraine jusqu'à présent.

Nous continuons à tirer des leçons d'un point de vue tactique, opérationnel et stratégique.

**Mme Shelby Kramp-Neuman:** Merci.

Je poursuis sur cette lancée. Andrew Leslie a dit ce qui suit à notre comité en juin:

Pour ce qui est de l'OTAN, nous étions censés envoyer un groupement tactique à court préavis s'il y avait lieu de le faire, ce qui est d'ailleurs le cas, — n'oublions pas ce que fait la Russie, ces atrocités en Ukraine. Il nous a fallu des mois pour envoyer quelques centaines de soldats. Nous sommes censés envoyer un groupe de brigade et le commander. Il n'est toujours pas parti.

On semble vouloir intervenir rapidement, mais cela ne semble pas se concrétiser. Comment la crise de recrutement et de rétention des FAC a-t-elle limité notre capacité à aider l'Ukraine?

**Mgén Paul Prévost:** Je vous remercie de la question, monsieur le président.

Pour être franc, je ne crois pas que nos défis de recrutement et la reconstitution aient affecté notre mobilisation envers l'Ukraine. Nous avons répondu à ses demandes en matière de formation, de sapeurs et d'obusiers en plus de tous les autres éléments que j'ai énumérés plus tôt. Nous sommes en mesure de répondre à ces demandes.

Votre question portait également sur notre planification de la mise en place d'une brigade en Lettonie. Dans ce cas, nous avons élaboré un plan assez rapidement. La situation dans les pays baltes a évolué très rapidement, puis l'OTAN a annoncé qu'il y aurait davantage de groupes de combat frontaliers, notamment en Bulgarie, en Slovaquie et en Roumanie. Nous avons réagi en élaborant un plan rapidement.

Nous sommes en train de mettre ce plan en œuvre. Nous travaillons d'arrache-pied avec la Lettonie pour préparer l'infrastructure. La Lettonie n'est pas encore dotée de l'infrastructure nécessaire pour accueillir une brigade multinationale d'une telle envergure, et c'est ce sur quoi nous travaillons conjointement. Notre plan correspond aux plans régionaux de l'OTAN et à ceux que nous avons avec les pays frères de la région, soit la Lituanie et l'Estonie, mais aussi avec les autres brigades.

Je pense que nous sommes en phase avec notre plan. Nous discutons avec nos alliés de la façon de constituer cette brigade, et les choses avancent bien. Comme je l'ai dit, il est également question d'infrastructure, non seulement pour loger nos troupes en Lettonie — puisque 2 200 Canadiens seront déployés en Lettonie au cours des deux prochaines années et que nous devons les loger — mais aussi de champs d'entraînement, notamment. Il est question de toute une série d'infrastructures. Nous y travaillons avec la Lettonie pour que le plan se concrétise, et nous sommes sur la bonne voie.

**Mme Shelby Kramp-Neuman:** Merci.

J'ai une autre question. Pourriez-vous nous donner une mise à jour sur les chars canadiens Léopard 2 envoyés en Ukraine? Les forces ukrainiennes peuvent-elles y avoir recours en ce moment? Combien d'unités sont encore opérationnelles?

**Mgén Paul Prévost:** Merci, monsieur le président. Je vais répondre à cette question.

Le Canada a envoyé huit chars en Ukraine. Des soldats les utilisent présentement sur le champ de bataille dans la région de Zaporijia. Cela nous a été confirmé. Comme nous l'avons dit, nous avons obtenu un rapport sur la destruction possible de l'un d'entre eux il y a quelques semaines. Cela dit, j'ai reçu d'autres rapports depuis indiquant qu'il pourrait ne pas s'agir d'un des nôtres. Nous cherchons à faire la lumière sur la question. Il semble qu'il ne s'agissait pas d'un de nos chars, ce qui voudrait dire que nos huit chars seraient toujours opérationnels sur le terrain.

**Mme Shelby Kramp-Neuman:** Lors de la dernière session, diverses délégations, notamment de la Pologne, de la Roumanie, de la Lettonie et de la Lituanie, nous ont parlé des pouvoirs régionaux. Toutes s'entendaient pour dire que le gouvernement du Canada devrait augmenter ses dépenses à hauteur de 2 % de son PIB. La Finlande et le Japon ont également annoncé avoir l'intention d'atteindre cet objectif, mais, malheureusement, notre gouvernement a clairement dit qu'il n'entendait pas faire le minimum.

Comment cette décision a-t-elle affecté nos relations avec nos alliés de l'OTAN qui font présentement face à ces menaces russes bien réelles? Comment a-t-elle affecté notre capacité à répondre aux besoins de l'Ukraine rapidement et efficacement?

• (1625)

**Le président:** Vous pourriez considérer qu'il s'agit d'une question politique à soumettre à vos maîtres en la matière, mais vous êtes tous des témoins sophistiqués, alors je vais laisser la question être posée.

**M. Ty Curran:** J'ajouterais que nous interagissons régulièrement avec nos alliés, et surtout avec ceux que vous venez d'énumérer. J'estime que notre contribution a été plutôt significative dans ce domaine. Comme vous le savez, nous avons des troupes en Pologne qui font de la formation. Nous sommes en train de former une brigade en Lettonie.

Je crois que nos partenaires sont fort satisfaits de notre travail. Cela dit, ils aimeraient toujours que nous en fassions davantage. Nous continuons d'examiner les possibilités à cet égard.

**Le président:** Merci, madame Kramp-Neuman.

Vous disposez de cinq minutes, monsieur Sousa.

**M. Charles Sousa (Mississauga—Lakeshore, Lib.):** Merci, monsieur le président.

Je remercie tous les témoins d'être parmi nous.

Vous savez, le Canada a le sixième plus gros PIB parmi les pays membres de l'OTAN. Il est également le sixième plus gros contributeur à l'OTAN. Le Canada contribue à cet égard, mais nous pouvons assurément toujours faire mieux. J'ai été frappé par l'accueil et la gratitude incroyables que nous avons reçus en Estonie et en Lettonie, et même en Pologne. J'ai compris que le Canada a joué un rôle de premier plan et a énormément contribué à la cause.

J'ai vraiment été frappé de voir que certaines recrues ukrainiennes étaient formées par des soldats canadiens pas nécessairement pour se battre, mais plutôt pour se défendre contre les mines et ce qu'ils appellent les « dents de dragon » et tout ce qui découle de la guerre de tranchées. J'ai été frappé de voir que des colonels conseillaient à leurs soldats de ne pas trop se lier d'amitié avec les recrues ukrainiennes, car il était impossible de savoir s'ils reviendraient de la guerre. Soyez calmes, leur disait-on, faites votre travail, ne liez pas d'amitiés et n'allez pas sur Instagram, Facebook et sur d'autres médias sociaux. C'est la triste réalité de ces combats.

Ces jeunes mettent leur vie en jeu... Ils sont courageux. Ils vont sur le terrain pour faire leur travail, et les Canadiens sont là pour essayer d'apporter leur soutien au besoin. Je suis très fier de notre équipe et de ce qu'elle fait sur le terrain. Je vous remercie de votre travail.

Sur le terrain, j'ai constaté une collaboration et un soutien considérables dans le cadre de l'opération Unifier avec les autres pays et les autres États. J'ai également été frappé par la nécessité pour nous d'être réactifs à l'article 5, s'il fallait que la situation se présente dans les États baltes ou... Voilà pourquoi il y a autant de soutien sur le front est.

Ma question se pose d'elle-même. Quel est le niveau de soutien actuel? Combien de temps cette zone demeurera-t-elle sécurisée avec la quantité de munitions à notre disposition? J'ai entendu des choses contradictoires quant à notre capacité à défendre cette zone. Qu'en pensez-vous?

**Mgén Paul Prévost:** Je vais tenter une première réponse, monsieur le président, après quoi je verrai si Mme Grant, M. Curran ou même Mme Csaba ont quelque chose à ajouter.

Le contexte auquel je pense que le député fait référence est un conflit très différent de ce que nous observons en Ukraine. Je doute que le calibre 155 mm ait une incidence à ce stade-ci. En ce qui concerne la puissance technologique de l'OTAN, les avions de chasse que nous essayons d'envoyer en Ukraine changeraient la donne.

Je pense donc qu'il n'y a pas vraiment de comparaison possible. Nous sommes inquiets. Selon moi, c'est la raison pour laquelle tous les alliés tentent actuellement de maintenir l'équilibre entre ce que nous pouvons fournir et ce qui est déjà à portée de main, pendant que l'industrie contribue à certains des contrats que nous voulons conclure. À mon avis, si Poutine franchissait la ligne, la bataille changerait.

**M. Charles Sousa:** Je suppose qu'il y aurait une vive réaction de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, ou OTAN, et des pays occidentaux touchés. Je comprends également que notre forte présence là-bas dissuade la Russie de dépasser la région où elle se trouve en Ukraine. Je crains toutefois les insurrections du Bélarus et des régions avoisinantes.

Il y a une question que je me suis toujours posée, et dont je n'ai toujours pas la réponse. Combien y a-t-il eu de victimes dans la population civile et parmi les soldats, tant du côté des Russes que des Ukrainiens? Je reçois des renseignements contradictoires. Combien de personnes ont été blessées et ont perdu la vie? Avez-vous une idée des chiffres à ce jour?

• (1630)

**M. Ty Curran:** Je vous remercie de la question, monsieur le président.

Nos partenaires ukrainiens sont réfractaires à fournir des chiffres, de sorte qu'aucune source officielle ne nous révèle le nombre de civils ukrainiens qui ont été tués ou blessés. Il en va de même pour leurs militaires. Il y a des rapports en ligne à ce sujet, mais officiellement, ce n'est pas une information que le gouvernement ukrainien a révélée.

Je cède la parole à mes collègues du ministère des Affaires étrangères, si elles veulent ajouter quelque chose.

**Mme Alison Grant:** Je vous remercie, monsieur le président.

C'est exact. Je suis d'accord avec M. Curran sur ce point.

J'ajouterais simplement une chose au sujet de l'effet dissuasif sur le flanc est... Je vais encore parler du Sommet de l'OTAN à Vilnius. C'est la troisième fois que je le mentionne, mais c'est parce qu'un accent incroyable a été mis sur la planification de la défense et de la dissuasion, et que les plans régionaux de l'OTAN sur le flanc est étaient très largement appuyés. Vous avez constaté une augmentation du nombre de groupements tactiques déployés le long du flanc est. L'activité ne se limite plus aux pays baltes; il y en a quatre nouveaux dans l'Europe du Sud-Est aussi, notamment la Roumanie et la Bulgarie. Ils s'ajoutent bien sûr à la forte augmentation de la taille des groupements tactiques dans les pays baltes. Il y a une véritable mobilisation.

**Le président:** Je vous remercie, monsieur Sousa.

**M. Charles Sousa:** J'ai une dernière question.

**Le président:** Merci beaucoup. Vous devrez donc revenir jeudi.

**M. Charles Sousa:** Il est tellement mesquin.

**Le président:** Vous en avez seulement « une dernière »...

[Français]

Madame Normandin, vous avez la parole pour deux minutes et demie.

**Mme Christine Normandin:** Merci, monsieur le président.

On le sait, une longue guerre est probablement à l'avantage de la Russie, notamment pour ce qui est de la capacité à renouveler les troupes. On voit sa technique: elle est capable d'aller en chercher dans d'autres pays, au besoin. Cependant, il y a peut-être un autre aspect qui, à long terme, peut avantager la Russie.

J'aimerais connaître votre analyse du fait qu'il y aura probablement une élection, chez nos voisins du Sud, qui pourrait remettre Donald Trump au pouvoir. J'aimerais entendre vos commentaires relativement à cette possibilité.

Je vois des visages un peu découragés; je suis désolée de poser cette question.

[Traduction]

**Mme Kati Csaba:** Je pense que c'est probablement une question à laquelle nous laisserons nos collègues politiques répondre.

[Français]

**Mme Christine Normandin:** Merci.

Pendant que nous étions en mission, nous avons entendu dire que l'Ukraine, au début du conflit, donnait assez peu d'information aux alliés; elle était discrète. Or, avec le temps, il y a eu un peu plus d'ouverture, notamment en ce qui concerne la rétroaction sur la formation qu'on donne aux recrues.

Est-ce que cela continue? Y a-t-il de plus en plus d'information transmise par l'Ukraine?

**Mgén Paul Prévost:** Je vais répondre à cette question, monsieur le président.

Je pense que, dès le début et avant même l'invasion, il y avait beaucoup d'échanges d'information entre les Ukrainiens et les Canadiens, par l'intermédiaire de nos ambassades et de l'attaché de défense canadienne, mais aussi par l'intermédiaire de mécanismes comme celui de Wiesbaden, dont j'ai déjà parlé.

Il y a également beaucoup d'échanges d'information. On a parlé de la cybersécurité. Nous sommes heureux d'avoir de la rétroaction sur l'entraînement offert aux troupes. Nos soldats, nos jeunes femmes et nos jeunes hommes, le voient tous les jours. Toutes les semaines, on entend des histoires sur le nombre de vies qu'on a réussi à sauver en entraînant les techniciens médicaux. On reçoit une rétroaction directe des troupes qui participent à l'entraînement. Les états-majors échangent aussi beaucoup d'information.

La conduite de la bataille demeure une décision de l'Ukraine, que nous soutenons par l'intermédiaire de Wiesbaden, de la révision des plans et du matériel que nous envoyons. L'échange d'information était constant, même avant la bataille.

[Traduction]

**Le président:** Aussi incroyable que cela puisse paraître, je me suis trompé. J'aurais dû donner la parole à Mme Gallant pour cinq minutes.

**Mme Cheryl Gallant (Renfrew—Nipissing—Pembroke, PCC):** Je vous remercie, monsieur le président.

Du côté de l'OTAN, nous voyons nos alliés accroître l'efficacité de leurs forces armées. Par exemple, la Pologne a doublé ses forces pour atteindre 300 000 militaires. Quelles leçons pouvons-nous tirer de nos alliés de l'OTAN, et que nous devrions mettre en oeuvre ici?

**Mgén Paul Prévost:** Je vais commencer, puis je verrai si M. Curran ou Mme Grant veulent poursuivre.

L'OTAN est une alliance. De toute évidence, la Pologne se trouve pratiquement à la frontière de la Russie. Je pense que nous avons très bien collaboré afin de préparer et de revoir les plans de la coalition — depuis même avant le début de l'invasion, puisque nous en avons décelé les signes. Avant l'invasion, nous avions trois groupements tactiques, qui étaient responsables de la présence avancée rehaussée, ou eFP, que nous dirigeons en Lettonie, alors qu'il y en a maintenant huit le long de la frontière.

**Mme Cheryl Gallant:** Vous parlez du champ de bataille, mais je m'intéresse plutôt au Canada.

Que devrions-nous faire à l'exemple de nos alliés? Que devrait faire le Canada pour répondre aux attentes, étant donné que le minimum de 2 % est désormais un plancher plutôt qu'un objectif ambitieux?

• (1635)

**M. Ty Curran:** Monsieur le président, la leçon que nous avons selon moi tirée de tout cela, c'est que nous devons assurément être prêts pour la suite des choses. En ce qui concerne les dépenses consacrées à la défense, il est important de veiller à ce que le Canada puisse continuer à mettre la main à la pâte, comme il l'a fait. Il faut également trouver des façons d'accroître notre apport au sein de l'OTAN. Nous avons eu de précieuses contributions au cours des dernières années. Nous avons déjà mentionné notre pourcentage...

**Mme Cheryl Gallant:** Il n'y a donc pas de leçons précises dont vous voulez nous faire part maintenant, ou des observations dont nous pourrions nous inspirer.

**M. Ty Curran:** Monsieur le président, il y a peut-être une leçon très importante à tirer de ce conflit, à savoir l'importance de la logistique et de la mobilité. Nous n'avons probablement plus l'habitude de transporter de gros équipements, tant pour traverser l'océan qu'au sein du théâtre européen. Nous avons également travaillé en étroite collaboration avec l'Union européenne pour veiller à ce que des infrastructures comme des ponts et des terminaux ferroviaires soient disponibles pour le transport.

Je pense que c'est un volet pratique du conflit — qui s'ajoute à d'autres éléments — qui nous a obligés à réexaminer la question. C'est pourquoi nous serons mieux préparés lors du prochain conflit.

**Mme Cheryl Gallant:** Je vous remercie infiniment.

Je m'adresse aux représentantes des Affaires étrangères. Il semblerait que le Groupe Wagner se soit dissipé en Russie. Quelle incidence cette nouvelle a-t-elle sur l'efficacité de l'armée russe dans le conflit ukrainien?

**Mme Alison Grant:** Je vous remercie, monsieur le président. Je répondrai à la question avec plaisir.

Il est difficile d'en avoir une idée exacte. L'armée russe s'est servie du groupe Wagner en Ukraine, mais pas à très grande échelle. De ce que nous comprenons, le groupe a été utilisé pour lancer l'offensive dans la région de Bakhmout plus particulièrement, puis il s'est retiré. De façon générale, nous ne nous attendons pas à ce que les nouvelles sur le groupe Wagner aient un effet considérable sur l'offensive russe.

Voilà qui répond directement à la question. Si vous en avez d'autres à propos du groupe Wagner, je me ferai un plaisir d'y répondre également.

**Mme Cheryl Gallant:** C'est d'accord.

Tout le monde affirme que nous devons augmenter le financement des forces armées, mais des compressions à venir pour l'armée ont récemment été annoncées aux nouvelles. Comment allons-nous augmenter nos affectations budgétaires et atteindre le minimum de 2 % si nous réduisons déjà le financement des forces armées?

**M. Ty Curran:** Je vous remercie de la question, monsieur le président.

En ce qui concerne la réaffectation des dépenses, la défense représente une grande partie du budget fédéral, de sorte que nous devons jouer un rôle à cet égard. Je pense que nous examinons parallèlement la mise à jour de la politique de défense, et nous espérons qu'elle sera achevée d'ici peu. Il y a une réalité financière que le gouvernement nous a demandé d'examiner — à savoir que la défense doit jouer un rôle —, mais les décideurs ont aussi souligné la nécessité de mettre à jour de notre politique de défense, un dossier auquel nous continuons de travailler.

**Mme Cheryl Gallant:** Au-delà de la zone d'opérations où se trouvent nos troupes, des pays avoisinants sont presque adjacents à l'Ukraine. La Roumanie, par exemple, est située très près. Faisons-nous quelque chose pour aider ces pays à renforcer leur défense contre la menace imminente?

**Mgén Paul Prévost:** Je vous remercie de la question, monsieur le président.

Un groupement tactique sera également mis sur pied en Roumanie. C'est un des quatre pays, je crois, qui aura une brigade comme celle que nous sommes en train de créer en Lettonie.

**Mme Cheryl Gallant:** Le Canada y contribue-t-il?

**Mgén Paul Prévost:** Le Canada n'y contribue pas. Comme je l'ai dit, l'OTAN est une alliance. Pour l'instant, nous organisons des conférences sur la mise sur pied de la force pour décider quels alliés s'occuperont de chaque groupement tactique. Nous avons des partenaires, et la Roumanie aura les siens.

**Le président:** Je vous remercie.

Merci, madame Gallant.

[Français]

Madame Lalonde, soyez la bienvenue au Comité.

Vous avez la parole pour cinq minutes.

● (1640)

**Mme Marie-France Lalonde (Orléans, Lib.):** Merci beaucoup, monsieur le président.

C'est la première fois que je siége à ce comité en tant que secrétaire parlementaire, et j'aimerais commencer par remercier les femmes et les hommes qui servent le Canada ici, au pays, et ailleurs dans le monde.

[Traduction]

Je vais d'abord remercier tous les membres de nos forces pour leur grand service. Vendredi dernier avait lieu la Journée de reconnaissance des familles de militaires, qui sont les héros méconnus de nos Forces armées canadiennes. Je tiens d'abord à vous remercier de tout ce que vous avez fait.

Major-général Prévost, vous avez dit que la nature du conflit avait changé. Au cours des derniers mois, nous avons vu l'Ukraine utiliser des drones pour frapper des cibles en Russie. Selon vous, qu'est-ce qui motive ce changement de tactique, et quels sont les avantages et les risques éventuels de ce genre d'attaques du point de vue ukrainien?

**Mgén Paul Prévost:** Je remercie le président, ainsi que la députée pour ses questions.

L'une des raisons qui expliquent ces changements, c'est que l'Ukraine essaie évidemment d'empêcher la Russie de continuer à soutenir le conflit. Tout comme la Russie tente de le faire en Ukraine en attaquant les lignes de communication où est acheminée l'aide militaire, l'Ukraine essaie de riposter. C'est ce que nous appelons un combat en profondeur, qui vise à empêcher les renforts russes de pénétrer en Ukraine. Voilà pourquoi le conflit s'est déplacé dans cette sphère. De toute évidence, nous suivons la situation de près. Ces mesures posent toujours un risque d'escalade latérale, mais l'Ukraine en est maintenant au point où elle doit mettre fin aux agissements de la Russie plus loin qu'au front, comme elle le faisait au départ.

**Mme Marie-France Lalonde:** Merci beaucoup. Je dirai simplement que nous devons également remercier l'armée ukrainienne pour ses efforts dans cette guerre.

En ce qui concerne l'opération Unifier, en quoi les besoins de l'Ukraine ont-ils changé? Quel type d'entraînement est désormais demandé, et qu'est-ce que cela nous apprend sur l'état du conflit, si vous me permettez de vous poser la question, major-général?

**Mgén Paul Prévost:** C'est une excellente question, monsieur le président.

Tout comme le conflit, la nature de l'entraînement a changé de notre côté aussi. Évidemment, au départ, nous avons surtout entraîné des recrues dans le cadre de l'opération Interflex du Royaume-Uni, que vous avez visitée, je crois. Ensuite, lorsque le Canada a commencé à fournir des capacités précises comme l'obusier, nous avons commencé à montrer aux troupes à utiliser l'équipement que nous leur avons donné. C'est ainsi que les choses ont évolué. Il y a des choses que nous allons probablement continuer à faire, comme le déploiement de nos techniciens médicaux ou la formation médicale que nous offrons.

Je mentionnerai cependant que nous nous occupons désormais de la formation des formateurs. Lorsque nous arrivons dans un environnement, nous commençons par l'entraînement du soldat. C'est ainsi que l'opération Unifier a évolué au fil du temps. En cours de route, nous avons fini par former les formateurs aussi, et la bonne nouvelle, c'est que l'Ukraine a maintenant dépassé la capacité de la coalition à entraîner ses propres recrues. À l'heure actuelle, plus de recrues en Ukraine sont formées par leurs pairs que par tous les autres membres de la coalition réunis. À mon avis, c'est là où le Canada excelle: il mise sur l'entraînement des jeunes, mais aussi des formateurs.

• (1645)

**Mme Marie-France Lalonde:** Je vous remercie. C'est en réalité une très bonne nouvelle.

S'il me reste un peu de temps, comment le Canada — je pense que vous y avez répondu dans une certaine mesure, mais je vais vous poser la question plus précisément — met-il à profit l'expertise des Forces armées canadiennes pour bonifier l'entraînement des forces armées ukrainiennes? Je pense que vous l'avez expliqué, mais je vais vous laisser terminer.

**Mgén Paul Prévost:** Je vous remercie encore une fois de la question.

J'ai déjà parlé de la formation des instructeurs dans les environnements où nous intervenons. Je pense que vous l'avez probablement constaté en Lettonie. Il y a aussi des endroits où nous commençons à former plus de dirigeants. Nous dispensons plus d'instruction collective plutôt que de nous limiter aux recrues. Nous remontons en quelque sorte la chaîne de valeur. Alors que les Ukrainiens répondent de plus en plus à leurs propres besoins aux échelons inférieurs, nous sommes en train de remonter la chaîne de valeur dans notre offre de formation.

Ma collègue d'Affaires mondiales a parlé de garanties de sécurité à long terme. Ces mesures changeront probablement aussi la nature de nos contributions à long terme. Nous étudions cette possibilité pour la suite, mais en ce moment, vous avez vu ce que nous avons fait. Nous remontons simplement un peu la chaîne de valeur pour dispenser nos formations.

**Le président:** C'est au tour de Mme Mathyssen, après quoi M. Bezan aura cinq minutes.

À moins que mes collègues libéraux ne s'y opposent farouchement, je prendrai les cinq dernières minutes. Est-ce que cela vous convient? Je vous remercie.

**Mme Lindsay Mathyssen:** Pour faire suite à un certain nombre de questions — plus particulièrement la question ou l'observation de M. Sousa —, je dirai que nous avons été témoins de choses remarquables du côté de nos troupes canadiennes et de l'entraînement des Ukrainiens. C'était très émouvant, ce qui a bien sûr eu une incidence émotionnelle sur les militaires. Pourriez-vous nous parler de

plusieurs éléments, notamment du soutien que nous apportons à nos troupes étant donné les stress émotionnels et liés à la santé mentale qu'elles subissent ici? Nous avons également dit plus tôt que même si les militaires sont incroyablement motivés et enthousiastes à l'idée de faire ce travail dont ils sont très fiers, ces effets finissent par se faire sentir sur l'ordre de reconstitution et les chiffres. Il faut également tenir compte des répercussions sur nos collègues de la Défense ici à l'administration centrale.

Il y a donc ce stress, qui doit être géré au moyen de programmes de santé mentale portant expressément là-dessus, mais il faut aussi tenir compte des gens à la maison.

**Mgén Paul Prévost:** Je vais commencer, puis je demanderai peut-être aux représentantes d'Affaires étrangères de parler de santé mentale, si elles le souhaitent.

C'est la première fois que j'en entends parler de cette façon, et il se passe beaucoup de choses dans le domaine de la santé mentale. Du côté de nos troupes, c'est quelque chose que nous avons appris au fil des ans — nous misons sur la résilience avant le déploiement. Pendant le déploiement, nous avons également entendu certains commentaires formulés ici.

Au début du conflit, nos soldats ont formé des Ukrainiens. Or, certains d'entre eux ont tenté d'entrer en contact avec les combattants au front, mais n'ont pas toujours obtenu une réponse. Nous avons donc dû sensibiliser nos troupes à ce sujet. Il y a un aspect de la santé mentale que nous surveillons avant le déploiement, pendant celui-ci, ainsi qu'au retour des soldats dans leur famille. Nous maintenons un dialogue constant sur la résilience mentale de nos troupes sur le terrain.

En ce qui concerne la santé mentale et la santé en général des Ukrainiens, je sais que ce n'était pas nécessairement la question, mais je vais voir si Mme Csaba a quelque chose à ajouter là-dessus.

**Mme Kati Csaba:** Bien sûr.

Cette mesure ne se rapporte peut-être pas aux troupes canadiennes, mais nous avons également fourni un soutien en santé mentale à nos employés recrutés sur place de l'ambassade à Kiev, qui ont vécu des traumatismes. Je sais que je ne réponds pas directement à votre question, mais nous apportons un soutien direct à l'Ukraine en matière de santé mentale sous diverses formes, y compris en aidant les femmes et les filles victimes de la violence sexuelle et fondée sur le sexe.

**Mme Lindsay Mathyssen:** Si vous pouviez ajouter quelque chose en ce sens à votre rapport, ce serait excellent.

**Le président:** Nous passons à M. Bezan pour cinq minutes.

**M. James Bezan:** Je vous remercie, monsieur le président.

Je veux revenir sur certains commentaires que j'ai faits et remettre en question ce qu'a dit le général Prévost à propos de la Lettonie et du fait qu'elle soit prête à accepter nos troupes. Depuis le passage de notre comité en Lettonie, en 2017, et sa visite du camp Adazi, le volume d'infrastructure construite là-bas pour soutenir le Canada et nos alliés est stupéfiant. La Lettonie est un hôte très aimable et généreux. Les Lettons adorent les Canadiens et le travail que nous faisons là-bas. C'est une esquivance de laisser entendre que nous n'allons pas atteindre le niveau de la brigade jusqu'à ce qu'il y ait toute l'infrastructure nécessaire, quand on pense que... La première fois que nous sommes allés là-bas, nous dormions tous dans des tentes et nous étions heureux de le faire. Nous avons vu les Lettons bâtir des casernements rapidement, mais entretemps, si nous devons faire dormir nos militaires dans des tentes, je sais qu'ils seront heureux de le faire, et ce, même si l'hiver peut être froid et rude. Il y a du travail à faire et une frontière à protéger. Le flanc est est à risque.

Nous avons constaté durant notre visite à nos collègues américains en Pologne qu'ils travaillaient toujours dans des installations temporaires après plusieurs années, tandis que les Lettons ont construit le meilleur centre de conditionnement physique que je n'aie jamais vu dans une base militaire de ma vie. Il est magnifique. Je tiens à remercier les Lettons d'être de si bons hôtes pour les Canadiens. Nous allons continuer de faire ce qu'il faut et d'aller là-bas rapidement, plus tôt que tard.

On a aussi parlé des dépenses en matière de défense. Dans les CANFORGEN, un communiqué a été publié le 6 septembre par le sous-ministre Bill Matthews et le CEMD, le général Wayne Eyre. Il se lit comme suit:

La Défense nationale, en tant qu'un des grands ministères fédéraux, joue un rôle important dans l'exécution d'opérations gouvernementales efficaces et efficaces. Des efforts préliminaires sont désormais en cours dans l'ensemble de l'Équipe de la Défense pour que nous puissions assumer notre part dans le cadre de l'initiative par la conception de possibilités de réduction des dépenses.

Ces réductions vont-elles nuire à notre capacité de soutenir l'Ukraine et nos alliés de l'OTAN et, bien sûr, à notre capacité de continuer à recruter des militaires et à maintenir les effectifs nécessaires pour bien gérer la situation au pays?

• (1650)

**Mgén Paul Prévost:** Je vous remercie, monsieur le président.

Je vais répondre à la première partie de la question, puis je vais effleurer la deuxième, et nous verrons si M. Curran a quelque chose à ajouter.

En matière d'infrastructure, les membres de notre armée et même de notre armée de l'air sont toujours contents de dormir dans des tentes, et nous le ferons s'il n'y a nulle part ailleurs où le faire. Pendant nous montons notre brigade là-bas, l'infrastructure essentielle... Pour que notre brigade soit prête au combat et ait un effet dissuasif, elle doit s'entraîner. Nous devons montrer à la Russie que nous sommes prêts à passer à l'action. Comme infrastructure essentielle, nous avons besoin d'un champ de tir et d'une infrastructure d'entraînement, une question qui n'est pas réglée.

Si nous ne disposons pas de quartiers généraux, nous allons continuer d'opérer d'abris temporaires, comme en 2017. Nous le ferons volontiers. L'essentiel consiste à lier toutes les bases et le champ de tir. Il faut voir comment amener l'équipement, les chars et les munitions au champ de tir et comment s'entraîner avec les Lettons, qui sont des partenaires fantastiques. Nous discutons quotidiennement avec eux en théâtre d'opérations. Nous sommes heu-

reux des progrès accomplis, mais il y a des éléments qui seront déterminants pour que la brigade soit prête au combat.

Une tente, cela nous convient très bien. La question, c'est comment nous allons nous entraîner.

**M. James Bezan:** Vous avez parlé des chars d'assaut Leopard. Nous allons envoyer une compagnie de chars là-bas. Selon certaines informations, les Leopard 2 que nous avons donnés à l'Ukraine seraient en mauvais état et nécessiteraient des réparations. Nous essayons aussi d'avoir assez de chars d'assaut Leopard 2 pour entraîner les troupes et en déployer davantage en Lettonie.

Procédons-nous à une révision et à un entretien majeurs de nos Leopard 2 pour nous assurer que ce qu'il nous reste est opérationnel, surtout qu'il n'y en a pas beaucoup? Planifiez-vous de remplacer les Leopard 2 que nous avons donnés à l'Ukraine pour nos propres Forces armées canadiennes?

**Mgén Paul Prévost:** Concernant la première partie de la question, nous travaillons justement à notre stratégie sur les chars d'assaut. Nous venons d'envoyer huit chars en Lettonie, car comme vous en avez fait mention, nous devons positionner nos chars d'assaut en escadron, comme nous le disons. Ceux-ci sont en excellente condition. Nous veillons actuellement à garantir que l'entraînement... Veuillez m'excuser, c'est plus que huit; je crois qu'il s'agit plutôt que 19 chars. Je vous reviendrai avec le chiffre précis. Nous envoyons ces chars d'assaut en Lettonie. Les chars que nous avons au Canada sont aussi bien entretenus, au meilleur de nos capacités, pour effectuer l'entraînement.

Quant à la réduction des dépenses, nous menons une analyse. Chose certaine, nous ne réduirons pas l'argent alloué à nos opérations là-bas. Notre exercice actuel de réduction des dépenses ne doit pas avoir d'incidence sur notre travail en Ukraine ou en Lettonie.

**Le président:** Nous devons nous arrêter ici. Vos cinq minutes sont écoulées.

L'une des questions d'actualité dont nous avons parlé, c'est du manque d'obus en Ukraine. Mais nous n'avons pas parlé de la rareté des obus en Russie. M. Poutine a supplié M. Kim, en Corée du Nord, de lui en donner. C'est entre autres parce que les stocks russes viennent à manquer ou qu'ils ne valent plus rien. L'armée russe n'a pas bien entretenu les amorces, notamment.

Cette question m'intéresse, parce qu'elle transporte cette guerre européenne en Asie et que l'Asie contribue à cette guerre européenne. Il y a des implications géopolitiques, mais aussi des conséquences pratiques sur le terrain. Si les Russes viennent à manquer d'obus, je ne connais pas les implications. C'est vous les experts. Que pensez-vous de ce dernier développement entre Kim et Poutine?

• (1655)

**Mme Alison Grant:** Je vous remercie, monsieur le président. C'est une question très intéressante, que nous étudions bien sûr.



Beaucoup de commentaires ont été faits sur le fait que la Russie doit quémander l'aide de ses amis et alliés, qui sont de moins en moins nombreux, en particulier de l'Iran et la Corée du Nord. À l'issue de la rencontre entre la Russie et la République populaire démocratique de Corée, aucune entente relative aux armes n'a été annoncée d'après ce que je sais, mais nous ne pouvons bien sûr pas deviner la nature des discussions qui ont eu lieu. Nous allons assurément talonner la Russie quant à ses actions qui violeraient les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Ce serait le cas si la Russie convenait d'une entente avec la Corée du Nord. On a fait état d'ententes avec l'Iran aussi, et des armes ont été trouvées sur le champ de bataille.

Ce n'est pas surprenant que la Russie demande des armes à ces pays. La Russie possède des stocks d'armes limités. Par ailleurs, elle ne peut plus en obtenir d'anciens amis comme la Chine. Il en a aussi été discuté. Aucune entente sur l'envoi d'armes n'a été conclue.

**Le président:** Il est intéressant de constater que la Chine ne fournit pas d'armement à la Russie.

**Mme Alison Grant:** C'est exact. Nous allons continuer de rappeler publiquement ses obligations à la Chine et de nous assurer qu'elle ne devient pas un complice militaire direct dans le conflit en Ukraine.

**Le président:** Brièvement, du point de vue de la Défense nationale, quelles sont les implications stratégiques et tactiques de l'approvisionnement limité en obus?

**Mgén Paul Prévost:** Parlez-vous de la Russie?

**Le président:** Je veux parler de l'Ukraine.

**Mgén Paul Prévost:** Monsieur le président, c'est encore le même message. Nous devons continuer, avec toute l'alliance et nos partenaires qui participent au combat, à galvaniser l'industrie et à travailler avec les gouvernements pour mener cette lutte.

**Le président:** C'est une réponse singulièrement insatisfaisante, mais nous allons en rester là et passer à une autre question.

On dirait qu'Elon Musk aime bien allumer et éteindre ses satellites. J'aimerais savoir si, selon vous, cela réduit la capacité des Ukrainiens de planifier des opérations, en l'absence de service satellitaire fiable. Vous en avez parlé durant votre exposé concernant les renseignements satellitaires que fournit le Canada, mais je ne sais pas s'il s'agit bel et bien de services.

Avez-vous des commentaires à faire à ce propos?

**M. Ty Curran:** Je vais revenir à une question précédente sur les leçons que nous tirons de nos expériences. Dans ce conflit, nous avons vu l'importance des logiciels, en plus des plateformes. La capacité d'un gouvernement étranger ou d'une entreprise d'altérer le matériel montre l'importance non seulement de nous assurer d'avoir accès aux plateformes dont nous avons besoin, mais de pouvoir aussi gérer le logiciel qui les accompagne. Nous allons continuer d'en tenir compte dans nos prochains contrats d'approvisionnement.

Cette question s'adresse davantage au général, mais les prochains conflits seront de plus en plus guidés par le renseignement. Nous devons être en mesure de gérer l'information, ce qui comprend les logiciels.

**Le président:** Je vous remercie. Malheureusement, mon temps est écoulé. Je dois m'assurer que mes collègues ne dépassent pas le temps imparti, et il en va de même pour moi.

Au nom de ceux d'entre nous qui ont fait le voyage, je dois dire qu'une des plus impressionnantes présentations que nous avons entendues portait sur la cybersécurité et venait d'un représentant de l'ONU. Nous avons beaucoup à apprendre des experts du domaine, et si nous pouvons collectivement donner un conseil, ce serait de mettre nos experts en cybersécurité en contact avec les personnes que nous avons rencontrées en Lettonie.

Chers collègues, nous avons maintenant écoulé la première heure et demie de nos deux heures de séance.

Je vous remercie, chers amis, de vous être déplacés et de nous avoir renseignés. Nous vous sommes reconnaissants de vos bons services, et je ne le dis pas à la légère. La situation géopolitique dans laquelle nous nous trouvons est très ardue, et elle a des implications personnelles immenses et nombreuses sur les personnes ici présentes. Je vous remercie encore de votre présence, et nous nous reverrons sans doute.

Sur ce, nous allons suspendre la séance et passer à huis clos, merci.

*[La séance se poursuit à huis clos.]*





Publié en conformité de l'autorité  
du Président de la Chambre des communes

---

### PERMISSION DU PRÉSIDENT

---

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

---

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :  
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of  
the House of Commons

---

### SPEAKER'S PERMISSION

---

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

---

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>